

Le Jour, 1952
28 octobre 1952

ECONOMIE LIBANAISE

Le jour où l'étranger n'aura plus intérêt à se constituer un patrimoine chez nous, le jour où il trouvera ailleurs des placements plus avantageux et plus sûrs, **il ne dépensera plus au Liban, comme il fait, il ne construira plus au Liban.** Ainsi un impôt progressif sur la valeur locative de la propriété peut-il être chez nous une erreur majeure ; autant, au moins, que les sévérités en matière successorale. **Veut-on par hasard qu'on cesse de bâtir et qu'on cesse de vouloir vivre et mourir au Liban ?**

Les pays étrangers ne doivent pas nous servir nécessairement d'exemple. C'est l'intérêt collectif des Libanais qui doit être notre souci et notre loi. Nous devons faire ce qui fait notre affaire et non point ce que les théoriciens de la Chine suggèrent.

« On vit de bonne soupe et non de beau langage » et chaque pays se procure son potage comme il peut. **Au Liban, c'est la liberté et c'est la fiscalité légère qui permettront les mesures sociales les plus larges, les plus efficaces.** Il serait très stupide sous prétexte de socialisme ou d'esprit social de tarir la prospérité à ses sources.

Gagnez et faites gagner, telle est ici la règle d'or. Si l'agilité de l'esprit, si l'intelligence, si les ressources de l'invention quotidienne multipliée devaient être découragées par l'Etat, les Libanais redeviendraient le peuple rustique et sans avenir de nos hameaux perdus ; **tandis que c'est le mouvement qui fait la vie, le mouvement vers l'Arabie, Koweït ou Dahran, comme le mouvement vers les Amériques. Et c'est précisément ce que faisaient les Phéniciens il y a juste trois mille ans ; ils voyageaient avec allégresse autant que possible, sans passeport, disposant simultanément du navire et de la caravane.**

Quand on se débrouille de la sorte pour gagner sa vie et pour la gagner en élevant le niveau de vie de ses concitoyens **on mérite de ne se voir pas limiter abusivement dans sa liberté.**

Ce n'est pas de l'Etat et par l'Etat que les Libanais vivent : cela il faut qu'on le sache un peu plus. Là où l'Etat intervient inconsidérément, il fait la vie plus difficile. **Et la gestion des individus au Liban est plus efficace et plus rentable que la gestion de l'Etat.**

De nos jours, l'Etat doit intervenir sans doute plus que naguère ; mais il faut que ce soit le moins possible et avec une réserve exemplaire. Chaque citoyen pris isolément et plus habile et plus ingénieux que l'Etat, et **le commerce libanais vit, avant tout, de la rapidité et du secret, contrairement à ce que l'Etat impose ou propose.**

Ce sont ces choses qu'il faut expliquer au peuple, plutôt que de l livrer aux bourrages de crâne les plus divers. Toute l'industrie libanaise réunie et si digne d'encouragement qu'elle soit ne fait pas vivre dix mille familles ; et toute la production du sol de chez nous ne nous mènerait pas plus loin qu'un plat de lentilles. **Certes, le premier a un vaste avenir, mais l'avenir n'est au pommier que dans la mesure où nous trouverons à nos pommes, sur place et plus loin, une clientèle abondante.**

En attendant la multiplication des pommes, n'empêchons pas la multiplication des pains, en rendant le miracle impossible au nom de théories desséchantes et vaines.

Sans une connaissance approfondie de la psychologie libanaise et du cas libanais, aucun étranger, si génial qu'il soit, ne nous renseignera utilement en matière économique et financière sur ce qui nous convient et sur ce qui ne nous convient pas.

Chaque peuple a ses moyens comme chacun a ses besoins. Il n'est pas d'économie unique, il n'est pas de système valable pour tout l'univers.